

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

21 AU 27 JANVIER 1993

N° 898

10,00 F

EX-YOUGOSLAVIE

LA PURIFICATION ETHNIQUE



E DITORIAL

Chasse aux drogués

La santé n'a rien à gagner aux bruits de bottes du terrible Broussard, père fouettard anti-drogué que Paul Quilès agite sous le nez des enfants, comme un beauf moyen son berger allemand : « Tiens-toi tranquille, marche sur le trottoir et ressemble-moi pour qu'il ne t'arrive rien. Sinon... gare! »

A trois mois des élections, la police de gauche met les bouchées doubles pour remplir le plan fixé par les politiciens de droite. A moins que ce ne soit l'inverse. Entre les étiquettes des uns et le programme des autres, on arrive à douter du duel grand-guignol entre les forces de progrès et celles de la réaction, entre les avancées sociales, la frilosité centriste et la rigueur conservatrice. Plus les élections approchent, plus les partis font leur possible pour se démarquer des concurrents (pour plaire à ceux à qui ne plaît pas le programme de ceux-ci), en même temps qu'ils se réclament meilleurs défenseurs des valeurs de leurs concurrents (pour plaire à ceux à qui déplaît la mollesse de ceux-ci).

Ainsi la droite défendrait la protection sociale des retraités et la gauche remplirait les prisons de tous ceux et de toutes celles qui ne sont pas à leur place dans un système où chercher d'autres paradis artificiels que les mensonges électoraux ne peut être qu'un crime.

De la drogue ou de l'escroquerie électorale, laquelle est la plus coûteuse ? Laquelle est la plus nuisible ? Laquelle est la plus facilement curable ? Allez, on vous laisse trouver.

L'EXTERMINATION systématique de peuples est un fait rare dans l'histoire de l'Europe. Les nazis avaient tenté d'exterminer deux peuples sans territoire : les Juifs et les Roms, et deux catégories de personnes : les handicapés et les homosexuels. Auparavant, les grands massacres de populations civiles n'avaient pas pour but l'extermination mais constituaient une stratégie de terreur, comme pour les « Vendéens » de 1793, afin de contraindre des peuples à se plier à un ordre établi, féodal ou capitaliste. Le mobile invoqué a été le plus souvent de nature religieuse pour absoudre les massacres au nom d'un dieu, comme celui des protestants allemands par les alliés de Charles Quint. Ailleurs, la déportation des Irlandais vers des landes arides a permis la colonisation de terres et l'élimination d'un peuple à petit feu. Le bannissement, précédé d'interdits professionnels et de conversion forcée a été une méthode de purification religieuse employée par l'Inquisition, vidant l'Espagne de milliers de Juifs et de Musulmans aux XV^e et XVI^e siècles, et, auparavant, Louis IX dit Saint Louis, l'avait exercé contre les Juifs de France. La politique menée par les autorités serbes à l'encontre des non-Serbes depuis l'abolition de l'autonomie du Kosovo (26/6/90) contient une dose de chacune de ces méthodes.

Dans les sociétés capitalistes consensuelles d'Europe de l'Ouest, nombre d'analystes tentent de faire remonter les explications du chaos yougoslave aux périodes réputées barbares du Moyen Age, à l'influence de la colonisation ottomane ou à des règlements de comptes datant de la dernière guerre

mondiale. Pourtant il suffit de remonter quelques années en arrière quand le paysan de Bosnie se disait tout simplement Bosniaque parce qu'il habitait en Bosnie-Herzégovine et quand les faire-part de décès affichés dans les rues de Sarajevo portaient un croissant, une croix ou une étoile rouge, seule et ultime distinction après la mort. Avec la purification ethnique, les habitants de la nouvelle république de Bosnie, proclamée multiculturelle, ont découvert par la force qu'un orthodoxe est Serbe, qu'un catholique est Croate et qu'un musulman est... Musulman.

Les chefs communistes de l'ex-Yougoslavie se sont soudainement proclamés « Serbes », car dans l'ancienne fédération, le pouvoir réel était verrouillé par les potentats serbes de Belgrade, tels les Grands Russes de l'ex-URSS. Avec les révolutions en cascades dans les pays communistes, l'agitation dans les républiques de Yougoslavie avait pour cible le pouvoir serbe qui rimait avec communisme autoritaire. Les opposants cherchaient à

(suite p 3)



Depeçage de la Bosnie.

NOUVEL ORDRE MONDIAL

Bush « protège » les chiïtes

Saddam Hussein a lancé quelques commandos pour récupérer du matériel et des armes entreposés au Koweït. Les médias en ont fait toute une affaire, d'autant qu'il y a eu riposte. Certes, ce sont des provocations, mais ce sont aussi de simples piqûres d'abeille sur le dos d'un rhinocéros. Et puis ça évite de parler de la population irakienne qui crève de faim. Et puis ça fait oublier les fascistes serbes. Et puis ça fait oublier les Palestiniens. Et puis, et puis...

TOUT À COUP, Bush se met à vouloir protéger les chiïtes irakiens. Pendant la guerre il a fait savoir, par radio, par tracts lancés d'avion, qu'il fallait qu'ils se révoltent contre Saddam Hussein, qu'ils auraient le soutien des « démocraties ». Ils se sont révoltés, et Bush les a laissés massacrer sans intervenir. Pendant deux semaines, on n'a eu aucune information sur cette répression dans le sud de l'Irak, qui aurait fait 30 000 morts.

L'« information », en marge des événements pendant la guerre, se trouva également en marge après la

guerre, lors de l'insurrection populaire. Il est significatif que 40 journalistes aient quitté le Koweït dès l'annonce du soulèvement dans le sud de l'Irak, le 2 mars ; qu'ils aient tous disparu d'un seul coup et qu'ils soient tous reparus aussitôt après l'annonce de l'expulsion de tous les journalistes, le 6 mars. L'hypothèse qu'on peut avancer est que ni Saddam Hussein ni Bush ne voulaient qu'on sache ce qui s'était passé. L'un comme l'autre voulait bien mettre en scène le spectacle d'une guerre entre Etats mais voulait cacher les révoltes populaires que cette guerre avait déclenchées.

Les manipulations médiatiques ont été nombreuses pendant cette guerre, mais elles ont toutes fini par être dévoilées, parce qu'il y a toujours un témoin qui finit par parler, un document qui finit par filtrer. Ce qui s'est réellement passé entre le 2 et le 16 mars 1991 en Irak, personne ne le sait parce qu'il n'y a pas de témoin. Lorsque la chape de plomb sera levée, on réalisera peut-être qu'a eu lieu un formidable soulèvement populaire.

Menace intégriste ?

Après la guerre du Golfe, on a entendu dire que si les Américains n'ont apporté aucun appui à la révolte des chiïtes irakiens dans le sud du pays, c'était par crainte d'une révolution islamiste qui les mettrait sous la dépendance de l'Iran, « qui pourrait ainsi contrôler une grande partie de la production pétrolière du Moyen-Orient » (1).

Peut-être les Américains le croyaient-ils, mais pouvaient-ils ignorer que le mouvement chiïte irakien lié à l'Iran représente une extrême minorité — mais c'est de celle-là seulement que les médias ont parlé —, alors que l'écrasante majorité de la population chiïte irakienne, qui représente, soit dit en passant, 65% de la population totale du pays, se sent tout à fait irakienne, que toutes les tentatives de l'Iran, pendant les huit ans de guerre avec l'Irak, de les rallier à la cause iranienne, ont échoué ?

Le danger de l'intégrisme chiïte d'Irak est monté de toutes pièces pour susciter la crainte dans l'opinion occidentale, et pour masquer le véritable danger que représente à la fois la révolte chiïte et la révolte des Kurdes : la possibilité de l'instauration d'un système représentatif, qui rendrait plus difficile l'emprise impérialiste, et qui

(suite p. 4)

La déportation
des 417 Palestiniens
au Sud Liban

P. 5

T2137 - 898 - 10,00 F



F. P. 2520

L'extrême droite sur le grill

IL EST BIEN ÉTONNANT que l'étude de Jean-Louis Maisonneuve, *L'Extrême droite sur le divan* (Imago), paraisse seulement aujourd'hui, tant les thèses exposées semblent aller de soi. Mais mieux vaut tard que jamais, et ce livre permettra sans aucun doute d'appréhender plus aisément la psychologie des militants d'extrême droite. Analysant divers écrits nationalistes, Jean-Louis Maisonneuve

trace de leurs auteurs (Charles Maurras, Robert Brasillach...) une sorte de fiche signalétique : en premier lieu, selon lui, les ténors d'extrême droite sont animés plus par « une pulsion de mort » que par « une pulsion de vie ». Ce qui explique qu'à leurs yeux l'élimination des Juifs, des Tziganes et des homosexuels durant la Seconde Guerre mondiale ne soit qu'un « point de détail ».

Mais comment en sont-ils arrivés là ? Jean-Louis Maisonneuve se penche sur leur passé et constate que, souvent, leur petite enfance a été fortement troublée. Les idées autoritaires qu'ils développent lorsqu'ils sont devenus adultes servent essentiellement (inconsciemment, bien sûr) à leur apporter cette assurance, ce réconfort dont la vie les a privés. Leur idéologie est donc fallacieuse.

« La perversité de l'idéologie d'extrême droite est toute entière enfermée dans la problématique psychique de ceux qui l'ont inventée, et qui sont évidemment incapables d'avancer à visage découvert puisque l'« Ordre nouveau » qu'ils proposent est avant tout destiné à mettre de l'ordre en eux. »

Aux éditions Syllepse, Lucien Bonnafé et Patrick Tort publient *L'Homme, cet inconnu ? (Alexis Carrel, Jean-Marie Le Pen et les chambres à gaz)*. Cet intéressant ouvrage présente le docteur Carrel, un personnage quelque peu oublié à présent mais qui eut son heure de gloire dans les années 30 en publiant *L'Homme, cet inconnu*, un best-seller, puis en dirigeant sous le régime de Vichy une Fondation française pour l'étude des problèmes humains. Celle-ci était spécialisée dans la recherche sur l'eugénisme. La question figurait au centre des préoccupations d'Alexis Carrel, qui recommandait en 1935, lors de la parution de *L'Homme, cet inconnu*, d'éliminer diverses catégories de délinquants et de déviants. Comment l'idée ne séduirait-elle pas notre Führer national ? Jean-Marie Le Pen, en effet, ne cesse de se revendiquer d'Alexis Carrel, le présentant comme le premier écologiste... de droite ! Notons qu'aujourd'hui existe à Lyon une faculté de médecine portant le nom de celui qui fut prix Nobel de médecine en 1912...

Enfin, signalons la parution du premier numéro des *Cahiers de l'Université antifasciste*, sous l'égide de l'Appel des 250 et de Ras l'Front. Intitulé *De Vichy à Le Pen : l'affaire Tournier comme révélateur*, signé d'Antoine Comte, de Rita Thalman et de Marie-Josée Chombart de Lauwe, il dénonce la « main basse sur l'histoire » qu'effectue actuellement l'extrême droite : renversement des valeurs, réécriture du passé... afin de réhabiliter les régimes autoritaires et, surtout, de permettre leur résurgence.

Des ouvrages à lire, quitte à se peupler le sommeil de revenants hideux !

Thierry Maricourt

N.B. : Jean-Louis Maisonneuve, *L'Extrême droite sur le divan*, Imago, 100 F.

— Collectif, *L'Europe en chemise brune*, Réflex (14, rue de Nanteuil, 75015 Paris), 69 F.

— Emmanuel Guibert, *Brune*, Albin Michel, 75 F.

— Lucien Bonnafé-Patrick Tort, *L'Homme, cet inconnu ?*, Syllepse (41, rue Jean-Pierre Timbaud, 75011 Paris), 58 F.

— *Les Cahiers de l'Université antifasciste*, n° 1, 4^e trimestre 1992, 30 F (c/o Philippe Crotte, BP 87, 75561 Paris cedex 12).

Ecoutez sur RADIO LIBERTAIRE (89.4) « Sans toit ni loi », l'émission sur les mal-logés CHAQUE SAMEDI de 16 h 30 à 18 h

Réédition de l'affiche anti-électorale « AGIR AU LIEU D'ÉLIRE »

En prévision des élections législatives de mars 1993, le groupe Région-toulonnaise a réédité l'affiche ci-contre (format 45X65).

Les envois sont effectués à partir de 30 exemplaires commandés.

— 30 exemplaires : 40 F ;
— 50 exemplaires : 60 F ;
— 100 exemplaires : 90 F.

Les chèques sont à libeller à l'ordre du CECL (port compris).

CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

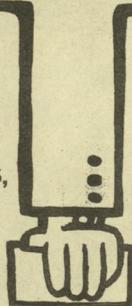
(Cette affiche est également disponible à la librairie du Monde Libertaire.)

DISTRIBUEZ-VOUS DES CHEQUES EN BLANC ?

CANDIDATS : ILS VOUS PROMETTENT LA LUNE.

ELUS : ILS DEVIENNENT LES NOUVEAUX BENEFICIAIRES DES PRIVILEGES ECONOMIQUES, ET DES INEGALITES SOCIALES.

L' URNE CERCUEIL DE VOS ILLUSIONS



AGIR AU LIEU D'ELIRE

Fédération anarchiste
145, rue Amelot 75011 PARIS

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

NOUVEAUTÉ « Ecrits pédagogiques »

de Sébastien FAURE
Bibliothèque anarchiste éditions du Monde Libertaire

Prix : 80 F (port non compris) chèque à l'ordre de Publico.

En vente à la librairie du Monde Libertaire 145, rue Amelot 75011 Paris.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe
Dépôt légal 44 145 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

RENDEZ-VOUS

TOULOUSE
Le groupe Albert-Camus organise le mercredi 3 février à 20 h 30 au cinéma Le Cratère, 95, Grand'rue Saint-Michel à Toulouse, une conférence débat sur le thème : « Yougoslavie : le terrorisme des Etats », avec comme orateur Philippe Pelletier, militant de la Fédération anarchiste et géographe.

LYON
Les groupes FA de Lyon organisent à l'occasion de la journée antifasciste du 6 février un départ collectif en autocar le 6 février à 7 h. Départ devant l'université Lyon III, quai Claude-Bernard, à côté du pont de l'Université. Retour au même endroit à 1 h ou 2 h du matin le 7 février. Prix aller-retour : 120 F (chèque à l'ordre de « La Plume Noire »).
Prendre contact le plus rapidement possible avec La Plume Noire, 15, rue Rivet, 69001 Lyon. Lors des permanences, du mercredi au samedi de 15 h à 19 h, téléphonez au 72.00.94.10.

NANCY
Pour rejoindre le groupe Jean-Roger-Caussimon, écrivez au CRES, BP 47, 88130 Charmes.

Ex-Yougoslavie : la purification ethnique

(suite de la « une »)
abatte le régime totalitaire en visant les structures fédérées. Sentant la menace, les élites communistes locales ont favorisé l'abandon du rôle dirigeant du Parti (20 janvier 1990), estimant que les nouvelles organisations politiques ne feraient pas le poids comme en Russie. Or en Slovaquie et en Croatie, les nationalistes anti-communistes ont gagné les élections du printemps 1990. La Bosnie a suivi le mouvement en novembre 90 mais avec trois organisations politiques différentes, décidées cependant à gouverner ensemble.

A Belgrade, le virage nationaliste est une réaction des dirigeants communistes serbes dont la suprématie était menacée dans tout le pays. Détenus des grands médias, ils ont identifié la cause de leur caste à celle de tous les Serbes, propageant la peur chez les minorités serbes installées hors de Serbie. Ainsi le 28 février 1991, l'armée fédérale et les milices serbes fondent la République serbe de Krajina avant même les déclarations d'indépendance de la Croatie et de la Slovaquie (25 juin 1991) et en expulsent les Croates. A cette république se sont ensuite rattachées deux parties conquises de la Slavonie, peuplées majoritairement de Croates qui ont été tués ou chassés. Le 7 avril 1991, Radovan Karadzic, qui négocie actuellement à l'ONU, proclame la République

serbe de Bosnie-Herzégovine, quelques jours après le massacre filmé de Bijeljina perpétré par les miliciens serbes d'Arkan. La plupart des soldats et des équipements de l'armée fédérale (repliée de Croatie et de Slovaquie vers la Bosnie) échoient à cette république où affluent les milices serbes de

« A Belgrade, le virage nationaliste est une réaction des dirigeants communistes dont la suprématie était menacée dans tout le pays. »

Serbie. Leur but est d'effectuer la jonction entre la Krajina et la Serbie via la Slavonie et la Bosnie et de ne maintenir que des Serbes dans la nouvelle république. Ils ont à combattre principalement le HVO (la milice croate de Bosnie), les troupes de la défense territoriale bosniaque — multiculturelles —, et le HOS, (milice fasciste croate — comprenant aussi des Musulmans.

Comme dans toutes les guerres, les exactions sont légion, et dans les camps de prisonniers de guerre croates et bosniaques, des civils sont détenus et maltraités. Pourtant cette guerre est d'une nature nouvelle : tous les témoignages de réfugiés (Croates, Musulmans et Serbes de Bosnie), les rapports d'Amnesty International, de Médecins sans

frontières et de la Croix-Rouge concordent pour signaler une politique industrielle de purification ethnique dans les républiques serbes de la Krajina et de la Bosnie. Le processus décrit est schématiquement toujours le même. Les milices serbes encerclent un village qui se rend sans résistance, font sortir de leurs maisons tous les habitants, allongent les hommes dans la rue, saisissent tous les documents d'identité, tuent tous les lettrés et notables (voire la moitié ou la totalité du village), trient les hommes en état de se battre (jusqu'à soixante ans) des femmes et des enfants, conduisent ces groupes dans des wagons à bestiaux qui circulent plusieurs jours sans eau ni nourriture et les déversent avec force coups dans des camps ou des locaux réquisitionnés (usines, écoles, stades...). En général, femmes, enfants, vieillards sont conduits à la frontière au bord de champs de mines et expulsés. Les hommes sont affamés, torturés, tués au hasard, astreints à des travaux surhumains et à des vexations.

Quand une mission humanitaire visite les camps, nombre d'entre eux sont auparavant transférés et les malades achevés. Ceux qui entrent les cadavres sont souvent exécutés. Les plus chanceux sont échangés contre des prisonniers serbes ou expulsés. La majorité sort des camps après avoir subi des tortures. Ceux qui sont expulsés

signent une renonciation à leurs biens ou à un retour au pays. Les rares bâtiments épargnés par les incendies sont attribués à des Serbes. Lors des rafles, le viol est devenu courant à l'encontre des femmes qui ont au moins douze ans, avec exécution à la clef dans les camps-bordels. Des Serbes peuvent aussi être broyés dans ce système infernal lorsqu'ils refusent l'enrôlement ou la collaboration.

En Serbie la purification ethnique n'est pas aussi développée. Elle frappe surtout les Albanais du Kosovo (90% de la population) soumis à la politique ségrégationniste des autorités locales liées au Parti radical serbe, favorable à la Grande Serbie, et frappés par les licenciements massifs. Ils ont entamé une résistance active non-violente en créant une contre-société durement réprimée. En

« Combattre la purification ethnique est une urgence, car cette maladie est hautement transmissible, surtout à ceux qui ne s'émouvent pas du sort réservé aux Musulmans. »

Voïvodine où se côtoient de nombreuses ethnies (roumaine, allemande, hongroise, ruthène...) l'armée fédérale qui recrute en priorité des non-serbes s'apprête à les envoyer au front en Macédoine après les avoir affectés à des tâches

de déminage avant son retrait officiel de Bosnie et de Slavonie où seules restent des milices dotées du matériel et des ex-militaires basés dans ces régions.

Combattre la purification ethnique est une urgence, car cette maladie est hautement transmissible, surtout à ceux qui ne s'émouvent pas du sort réservé aux Musulmans. L'Europe de l'après-guerre froide est très instable derrière les faux-semblants de Maastricht. L'ONU cherche à stabiliser les fronts pour éviter l'embrasement général ; déjà la présence de la force onusienne en Krajina a rendu irréversible la purification ethnique puisque les réfugiés ne peuvent pas rentrer chez eux. Une intervention militaire étrangère contre les milices serbes pourrait indirectement renforcer la propagande et le pouvoir des dirigeants de Belgrade, convaincant les hésitants de la réalité de l'existence d'un complot... germano-iranien. Le retour des réfugiés semblerait logique mais la coupure est peut-être trop large depuis la participation des Serbes du cru aux exactions des milices. Certes la fin de l'embargo contre les victimes bosniaques pourrait rééquilibrer le rapport de forces, mais le gouvernement bosniaque qui n'est plus composé que de Musulmans peut-il être porteur d'un projet multiculturel ? Les autorités croates elles, se sont engagées sur la voie de la partition de la Bosnie sur le dos des Musulmans, renvoient les réfugiés bosniaques en Bosnie et refusent la citoyenneté croate aux Serbes établis en Croatie. Enfin, les dirigeants de Belgrade attendent la reconnaissance internationale des zones conquises et purifiées ; d'où leur insistance cynique à parler aujourd'hui de paix...

Xavier Merville (gr. Ubu - Paris)

NOUVELLE EDITION D'AFFICHES ANTI-ÉLECTORALISTES

Le groupe Henry-Poulaille de Saint-Denis vient de procéder à l'édition des deux affiches ci-dessous. Ces affiches sont éditées en deux formats :
- 40X60 cm..... 1 F l'unité par commande de 50 exemplaires ;

- 30X40 cm..... 0,60 F l'unité par commande de 50 exemplaires. Les commandes sont à adresser à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Les chèques sont à libeller à l'ordre de PUBLICO (port compris).

Ils savent défendre leur pouvoir...



« 70 000 F pour le Monde libertaire d'ici février 1993 »

Sommes perçues du 7 au 13 janvier 1993

Baille R. : 100 F ; Bellaton M. : 60 F ; Bernard H. : 400 F ; Berthollat : 200 F ; Boileau A. : 250 F ; Bolufer J. : 500 F ; Boullin G. : 110 F ; Charras : 60 F ; Coiffard D. : 50 F ; Cotte G. : 10 F ; Dekoninck B. : 150 F ; Donat : J.-M. : 30 F ; Estevez B. : 70 F ; Foisnel L. : 100 F ; GREL : 200 F ; Lacroute J.-M. : 200 F ; Laurent F. : 800 F ; Lebac : 200 F ; Loubet : 200 F ; Louvard : 500 F ; Morini M. : 800 F ; Mosse J.-D. : 60 F ; Nizou N. : 50 F ; Pelaez J. : 500 F ; Querany S. : 150 F ; Renucci : 500 F ; Raymond J.-Y. : 200 F ; Rey C. : 200 F ; Royer F. : 1000 F ; Saintain J.-L. : 60 F ; Taillaumard J. : 60 F

TOTAL : 7 770 F
(Ancien total : 25 360 F)
TOTAL GÉNÉRAL : 33 150 F

Envoyez vos dons à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Publico (avec mention : « Soutien ML » au dos).

Bush « protège » les chiïtes

(suite de la « une »)

pourrait constituer un modèle peu souhaitable pour d'autres pays de la région, alliés à l'impérialisme. Mais c'est sans doute moins l'hypothétique danger intégriste que la réalité d'une révolte populaire dans tout l'Irak, après la fin de la guerre, qui a motivé l'alliance de fait entre Bush et Saddam Hussein à cette époque, et qui a permis au premier de réprimer sauvagement l'insurrection.

En effet, on peut dire sans exagération que Bush a largement contribué, dans un premier temps, à sauvegarder à la fois l'intégrité territoriale de l'Irak, en permettant à l'aviation de Saddam Hussein de décoller pour bombarder les Kurdes révoltés (2), et la pérennité du régime, en restant passif devant la répression des chiïtes dans les deux semaines qui ont suivi la fin de la guerre.

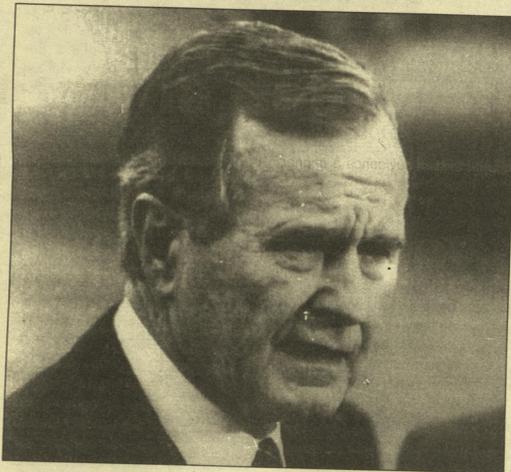
La nature du régime n'a pas fondamentalement changé depuis que la coalition impérialiste a écrasé la population irakienne sous les bombes en prenant soin de ne pas déstabiliser le gouvernement lorsque cette même population s'est soulevée.

Ceux qui, parmi les opposants à l'embargo, refusent de porter un jugement sur le régime irakien semblent d'ailleurs eux aussi pressés d'accréditer la thèse de l'insurrection chiite intégriste dans le Sud de l'Irak qui aurait déstabilisé l'intégrité nationale d'un Etat et d'un régime qu'ils cataloguent comme « anti-impérialiste ». Que les chiïtes se soient soulevés, personne ne le nie, mais dans ce cas c'est la majorité de la population qui s'est soulevée. Pourquoi alors ne pas dire que ce sont les irakiens qui se sont soulevés ? (3)

Cette catégorisation de l'insurrection comme insurrection chiite ne dévoile-t-elle pas le point de vue auquel se placent ceux qui la font — les médias occidentaux, le régime en place à Bagdad et certains « anti-impérialistes » —, c'est-à-dire celui d'une petite minorité arabe sunnite (puisque'il faut aussi décompter les Kurdes, sunnites mais pas arabes) ?

L'intégrisme irakien n'avait pas beaucoup de prise sur les chiïtes irakiens, et si des iraniens ont profité de la débâcle pour s'introduire en Irak, on ne saurait pour autant définir le soulèvement des chiïtes comme un soulèvement intégriste pro-iranien.

Récemment, donc, Bush s'est brusquement mis à se préoccuper des chiïtes. Il a fait instaurer une « zone d'exclusion aérienne » dans le sud de l'Irak, en deçà du 32^e parallèle,



motivée par le besoin d'assurer la protection des populations chiïtes (4). On peut difficilement imaginer que lui et son administration ne se rendent pas compte que cela peut conduire à terme à la partition du pays et à la balkanisation de toute la région.

Le 32^e parallèle

Mais non, l'objectif des responsables américains, britanniques et français est purement humanitaire. D'ailleurs, M. Boutros-Ghali lui-même, le nouveau secrétaire général de l'ONU, couvre cette initiative, qui serait conforme aux résolutions du Conseil de sécurité. Curieusement, on peut lire dans la presse américaine des articles affirmant que cette mesure est illégale et viole les résolutions du Conseil (5). On pourrait également se référer à des juristes internationaux, mais dans la mesure où ce sont des Arabes, leur point de vue ne présente aucun poids pour les médias et l'opinion publique occidentaux. Leur argument est que la décision concernant le 32^e parallèle n'est pas une décision du Conseil de sécurité mais une simple interprétation des résolutions de l'ONU, et que la résolution n° 688 du Conseil de sécurité sur la protection des populations civiles en Irak ne sert que de prétexte pour hiérarchiser arbitrairement les victimes selon des critères ethno-confessionnels.

En regardant les choses de plus près on n'a évidemment aucun mal à découvrir des motifs qui sont tout ce qu'on veut sauf humanitaires. Par exemple, le comité de l'ONU sur le tracé des frontières, qui a été rendu public en avril 1992, accorde au Koweït les trois quarts du champ pétrolier de Roumailha, dont l'exploitation devait être l'objet d'une négociation, et qui appartient pour 90% à l'Irak. Dans les faits, il s'agit d'une véritable annexion, de la part de Bush, par ONU et émir du Koweït interposé, des gisements et installations pétrolières de cette province, qui sont les plus importants d'Irak. On se souviendra que l'une des causes de la guerre — mais les médias n'ont pas beaucoup parlé de cette cause-là — est que l'Irak reprochait au Koweït de pomper

massivement du pétrole dans le gisement de Roumailha (6). La décision de l'ONU est si arbitraire que l'Arabie Saoudite elle-même en a demandé la révision...

L'affaire de Roumailha était peut-être là un fait précurseur de ce qui se passe maintenant.

On peut déjà noter une falsification. On se dit : si Saddam Hussein ne doit pas envoyer d'avions en dessous du 32^e parallèle, c'est que les chiïtes vivent en dessous du 32^e parallèle. Eh bien non. La zone délimitée par l'impérialisme américain est très faiblement peuplée, 20% des irakiens y vivent (alors que les chiïtes représentent 65% de la population totale de l'Irak). En plus, en dessous du 32^e parallèle la population n'est pas exclusivement chiite, et au-dessus du 32^e parallèle il y a de nombreux chiïtes. Cette limite, par exemple, n'englobe pas Kerbala, ni Nadjaf, qui sont des hauts-lieux du chiisme. Autrement dit, il y a plus de chiïtes au nord de cette limite qu'au sud...

On aura compris : si l'argument de la protection des chiïtes ne tient pas, c'est qu'il y a autre chose. Il se trouve, curieusement, que c'est au sud du 32^e parallèle que se trouve le pétrole...

Encore le pétrole...

Les différents impérialismes qui se sont concurrencés pour le contrôle du Moyen-Orient ont tous eu une politique identique : séparer le pétrole des populations arabes : en d'autres termes encourager la création d'Etats arabes ayant une population relative nombreuse mais pas de pétrole, et soutenir de petits Etats sans grande population mais ayant d'énormes réserves de pétrole. Ces petits Etats, dirigés par une infime minorité de super-privilegiés qui n'ont évidemment aucun intérêt à voir s'évanouir leurs privilèges, sont facilement contrôlables par l'impérialisme qui se pose en protecteur contre les revendications des Etats arabes pauvres.

Or, nous assistons peut-être à une nouvelle tentative de remodeler le paysage politique du Moyen-Orient, consistant à encourager la création d'un mini-Etat chiite au sud de l'Irak,

peu peuplé mais disposant d'énormes réserves pétrolières.

D'ailleurs, les choses ne vont peut-être pas en rester là. Lorsque les Occidentaux parlent de « protéger les chiïtes », le monarque d'Arabie saoudite est en droit de se sentir dans ses petits souliers. En effet, il y a en Arabie saoudite une minorité d'un million de chiïtes (sur une population de 14 millions) qui vivent dans la province orientale du royaume, celle-là même où se trouve l'essentiel du pétrole... Et, au contraire des chiïtes irakiens, qui disposent des mêmes droits que le reste de la population (7), en particulier la liberté religieuse, les chiïtes d'Arabie saoudite sont privés de ces droits. Ils ne peuvent accéder à certains postes dans l'administration saoudienne, ils ne peuvent entrer dans les académies militaires, ni dans le secteur pétrolier, médiatique, éducatif...

Il n'est pas certain que les chiïtes irakiens soient particulièrement satisfaits du « cadeau » que leur fait Bush. La plupart d'entre eux se sentent irakiens avant d'être chiïtes, et l'instauration d'une « zone d'exclusion » peut tout aussi bien renforcer la cohésion autour du régime de Saddam Hussein, qui serait ainsi promu au titre de défenseur de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale de l'Irak. L'Irak n'aurait jamais pu mener une longue guerre contre l'Iran si les chiïtes irakiens s'y étaient opposés. L'Irak d'aujourd'hui, ou plutôt l'Irak d'avant la guerre, un pays — le seul du tiers monde soit dit en passant — qui était effectivement en voie d'industrialisation, ce sont majoritairement les chiïtes qui l'ont construit, et ce sont majoritairement les chiïtes qui le reconstruisent.

L'éventualité du retour à une solution militaire en Irak a coïncidé à l'évidence avec le début de la campagne électorale aux Etats-Unis et avec la chute de la cote de Bush dans les sondages. Bush s'était vanté d'abattre Saddam Hussein, mais celui-ci est toujours en place.

Il y a eu une escalade insidieuse pour préparer la situation que nous connaissons aujourd'hui. Il y a eu en juillet la crise sur le droit de perquisition des inspecteurs de l'ONU dans le ministère de l'agriculture à Bagdad. Un porte-avions et 2 400 marines ont été envoyés dans le Golfe. La crise s'est réglée par un compromis, les inspecteurs n'ont rien trouvé dans le bâtiment, et International Herald Tribune du 31 juillet cite le témoignage d'un des inspecteurs, qui déclara que la crise aurait très facilement pu être évitée et qu'ils ne savaient même pas que l'immeuble dans lequel ils avaient demandé à entrer était un ministère !

Aussitôt cette affaire réglée, la presse américaine, pour maintenir la pression, révéla qu'il existait un plan prévoyant de bombarder les ministères irakiens si Saddam Hussein refusait l'accès des inspecteurs au ministère de l'industrie militaire, qui avait d'ailleurs déjà été fouillé sans qu'on n'y ait rien trouvé. Ce genre de procédé ne pouvait évidemment pas mener Bush très loin. On mit alors l'accent sur la situation des chiïtes dans le sud, et l'idée d'une « zone d'exclusion » fut

alors lancée. L'idée a d'ailleurs quelque chose de particulièrement hypocrite, car si Saddam Hussein ne peut plus utiliser son aviation, il peut très bien utiliser son artillerie et ses blindés...

Les chiïtes irakiens, les Irakiens d'une façon générale, sont sans doute enchantés de la sollicitude de Bush à leur égard. Il y a à la Maison Blanche un apprenti-sorcier qui allume la mèche d'une énorme poudrière, qui joue avec les tracés de frontière, avec les populations, qui spéculé sur le sort de millions de personnes pour se rassurer le contrôle des ressources pétrolières du Golfe.

Ce n'est assurément pas un sujet d'inquiétude pour les seules populations de la région...

R.B.

(1) Yves Lacoste, dans la revue *Hérodote* consacrée à la guerre, « L'Occident et la guerre des Arabes ». Cf. « Le Discours libéral de la guerre », *Cahiers du groupe Février*.

(2) William Safire, du *New York Times*, écrit que Bush « ne voulait pas que le peuple irakien se rebelle ; il voulait seulement que les militaires changent de dictateur (...) Mais en changeant d'attitude au sujet de la protection aérienne des Kurdes, le président est en fait intervenu au côté de Saddam Hussein. Une fois qu'il avait donné l'arme de la terreur par bombardement au boucher impitoyable de Bagdad, M. Bush abandonnait des milliers de combattants kurdes à la mort et leurs familles à la famine. » (Op. cit., p.23.)

(3) Il y a d'ailleurs également eu des tentatives d'insurrection à Bagdad et dans la région, qui ont été évidemment très vite réprimées.

(4) Cf. l'article de Majed Nehmé, « Les nouveaux "protecteurs" des chiïtes » dans le *Nouvel Afrique Asie*, octobre 1992.

(5) Cf. un article du *New York Times*, « No To The No-Fly Zone ».

(6) Nous avons eu l'occasion de montrer que le gouvernement des Etats-Unis s'était opposé à toute tentative de solution par les Arabes eux-mêmes de la crise consécutive à l'invasion du Koweït par l'Irak, ce qui était loin d'être une utopie. C'est que, dans une telle hypothèse, les causes réelles de cette crise auraient été mises à jour, et la légitimité — ne serait-ce que relative — des revendications irakiennes aurait dû être discutée. Rappelons ces revendications, très brièvement :

— la situation catastrophique de l'Irak après la guerre que ce pays a menée, avec l'appui de l'Occident et des monarchies pétrolières, contre l'Iran intégriste ; la demande de renégociation de la dette colossale de l'Irak consécutive à cette guerre ;

— la revendication de l'Irak concernant l'accès à la mer, et la demande de location des deux îles (marécageuses et inhabitées) qui bouchent cet accès ;

— la surproduction pétrolière du Koweït, qui dépassait les quotas fixés, et qui provoquait, par une baisse substantielle du prix du pétrole sur le marché international, une perte de 30% des recettes pétrolières de l'Irak ;

— le pompage illégal, par le Koweït, du champ pétrolier de Roumailha, situé sur un territoire commun au Koweït et à l'Irak, et dont l'exploitation devait être l'objet d'une négociation.

(7) Nous faisons référence à la population irakienne. Dans la sphère gouvernementale il y a une ségrégation, mais elle ne concerne pas à proprement parler la question religieuse : tout simplement, Saddam Hussein concentre autour de lui sa famille proche, les fidèles du parti et quelques milliers de personnes originaires de la région de Takrit, qui quadrillent l'armée, les services de renseignement, l'administration.

ERRATUM

Dans le ML n° 895, deux erreurs se sont glissées dans l'article EEE : la Suisse dit non, d'Ariane (« Les Amis de l'AIT »).

• A la fin de la seconde colonne, nous avons omis « ...voit un petit cours de civisme. Nous avons en Suisse ».

— le référendum obligatoire en cas de modification de la constitution ou d'adhésion à une organisation internationale (le cas du 6 décembre).

• Troisième colonne : « les référendums, par contre, sont assez efficaces... » et non « assez rarement efficaces ».

Toutes nos excuses à la rédactrice.

TERRITOIRES OCCUPÉS

De l'assassinat du sergent-chef israélien Nissim Toledano à la déportation de 417 Palestiniens

LE DIMANCHE 13 décembre, le sergent-chef israélien Nissim Toledano est enlevé, et retrouvé mort le lendemain. Les militants du groupe islamiste Hamas revendiquent l'assassinat. Ils réclamaient la libération d'un de leurs chefs historiques, le cheikh Ahmed Yassine, emprisonné à vie par les autorités israéliennes.

Déjà, dans la première semaine de décembre, Hamas avait revendiqué la mort de trois soldats israéliens tués à coups de fusil mitrailleur, et d'un autre soldat tué quelques jours plus tard. Hamas, qui se déclare la branche palestinienne des Frères musulmans et qui milite contre l'existence même de l'Etat d'Israël, alors que l'OLP en a reconnu l'existence depuis 1988, cantonnait

jusqu'à présent ses activités au domaine culturel et social. On peut se poser la question : le mouvement s'engage-t-il progressivement vers l'action armée ?

Pratiquement inexistant il y a dix ans dans une population peu sensible aux sirènes islamistes et très scolarisée, avant que les autorités israéliennes n'aient fermé les universités et rendu impossible une scolarité normale dans les écoles (1), le groupe Hamas s'est développé inexorablement au fil des années avec l'aggravation de la situation des populations vivant dans les territoires occupés, avec l'accroissement des confiscations de terres et de maisons, avec l'absence de perspective politique négociée face à un gouvernement israélien qui

cherche de toute évidence à gagner du temps pour faire venir un maximum d'émigrés de l'ex-URSS et accélérer l'implantation de colons dans les territoires occupés. On peut difficilement attendre des 10 000

l'homme dans les territoires occupés, Batzselem, estime à 831 le nombre de Palestiniens tués depuis (2), et à 47 Israéliens, ce qui fait, au cours du change, un Israélien pour 17 Palestiniens. Pendant la même période, 15 935 Palestiniens ont été blessés, pour 6 777 Israéliens, soit un Israélien pour 23 Palestiniens.

L'expulsion de 417 Palestiniens est donc une réponse à l'assassinat du sergent-chef Toledano qui n'est pas inhabituellement disproportionnée. Ils sont membres ou sympathisants de Hamas, certes, mais l'*International Herald Tribune* du 18 décembre dit à leur sujet : « Il semblerait bien que la presque totalité des déportés seraient des théoriciens, des bailleurs de fonds et des dirigeants d'institutions islamiques. En tout cas pas des bandits armés. »

Rabin a déclaré en substance que ce serait sympa si un quelconque Etat voulait bien les prendre en charge : « Si un pays pouvait les accueillir pendant un temps jusqu'à ce que l'exil expire, je pense que cela aiderait à résoudre le problème » ; *International Herald Tribune* (31 décembre 1992), qui cite cette déclaration, précise qu'ils pourront « faire la demande aux autorités

aux autres gouvernements. Je vous envoie 400 islamistes. D'accord, mais vous me prenez 400 anarchistes... »

La radicalisation des Palestiniens est la conséquence directe de l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza depuis 25 ans, qui a abouti à la confiscation de plus de la moitié des 5 850 km² de terres qui leur appartenaient (3).

La décision de déportation a été prise à la presque unanimité, seul le ministre de la Justice s'est abstenu. La Cour suprême a entériné cette décision par 5 voix contre 2 abstentions. Les 417 Palestiniens, qui se trouvaient dans des autobus, ont été transférés de nuit à la frontière du Sud Liban contrôlée par Israël.

Le Conseil de sécurité des Nations-Unies a unanimement condamné cette action, contraire à toutes les lois internationales, mais il n'a pour l'instant pas encore été question d'organiser une coalition internationale pour envoyer un corps expéditionnaire en Israël afin d'exiger le retour chez eux des 417 déportés et pour faire appliquer les résolutions de l'ONU qui accordent aux Palestiniens le droit d'autodétermination.

Eric Vilain

Les sirènes islamistes

enfants de moins de 15 ans qui crouillent sans jugement dans les prisons israéliennes, qu'ils adoptent des positions modérées lorsqu'ils sortent.

L'existence d'un mouvement islamiste, dont tous les observateurs un tant soit peu impartiaux, y compris en Israël même, reconnaissent qu'elle a été largement favorisée par la politique israélienne elle-même, fait tout à fait le jeu du pouvoir occupant. En effet, personne ne pouvait ignorer que les options politiques des différents partis composant l'OLP étaient résolument laïques, ce que l'Etat israélien n'est pas, loin s'en faut. En encourageant la montée d'un fondamentalisme islamique chez les Palestiniens, le pouvoir en Israël contribuait donc à diaboliser les Palestiniens et à justifier aux yeux de l'opinion mondiale leur politique. Le journal israélien *Hadashot* révèle ainsi le 15 décembre dernier que le Shabak, le service secret israélien, avait fabriqué des tracts signés Hamas qui dénonçaient l'attitude de l'OLP dans l'Intifada (Yoram Binour, *Hadashot*, 15 décembre 1992). Aujourd'hui, on estime que s'il y avait des élections en Palestine, Hamas remporterait 30% des voix.

L'Intifada, qui a commencé le 8 décembre 1987 dans la bande de Gaza, a fêté cette année son cinquième anniversaire. Un organisme de défense des droits de

israéliennes de revenir chez eux dans deux ans... ce qui, évidemment, ne garantit pas que les autorités israéliennes acceptent. C'est une façon pratique de régler les problèmes sans s'attaquer aux causes. On a toutes les raisons de s'opposer à ce genre de pratique, même si ce sont des islamistes, des fois que cela donne quelques idées

- 1) Les universités palestiniennes sont fermées depuis trois ans ; les écoles sont fermées de façon quasi-permanente, l'éducation est réduite à une activité clandestine — interdite par la loi : les adultes qui organisent des cours clandestins chez eux sont passibles de six mois de prison minimum sans jugement.
- 2) Ces chiffres sont largement sous-estimés.
- 3) Contrairement aux idées reçues selon lesquelles les Juifs, avant la création de l'Etat d'Israël, avaient acheté les terres des Palestiniens et qu'ils avaient bien le droit, n'est-ce pas, de s'y installer lors du partage de la Palestine, les Juifs ne possédaient que 7% des terres. On comprend aisément qu'Israël soit opposé à la loi du retour exigée par la résolution 194 des Nations-Unies (Cf. encadré).

La radicalisation des Palestiniens

RAPPEL

La résolution 181 de l'Assemblée générale de l'ONU (29 novembre 1947) décrète le partage de la Palestine (67% d'Arabes, 33% de Juifs) en un Etat palestinien (44% du territoire) et un Etat israélien (56% du territoire).

La résolution 194 (11 décembre 1948) de l'Assemblée générale de l'ONU exige le retour des réfugiés palestiniens dans leurs foyers s'ils le désirent, et leur accorde le droit à des compensations pour ceux qui décident de ne pas revenir.

La résolution 273 (11 mai 1949) de l'Assemblée générale de l'ONU admet Israël comme membre de l'ONU. Cette admission avait été rejetée deux fois pour non-application de la résolution 194, puis finalement acceptée après un long débat : le représentant d'Israël avait fini par accepter les résolutions 181 et 194. Autrement dit la reconnaissance internationale d'un Etat palestinien a eu lieu en même temps que la création de l'Etat d'Israël par la résolution 181, qui a été reconnue en 1949 par Israël comme condition de son admission à l'ONU.

La résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU (22 septembre 1967) souligne « l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre et la nécessité d'œuvrer pour une paix juste et durable permettant à chaque Etat de la région de vivre en sécurité ». Pour cela il est exigé : le « retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit », la « cessation de toute assertion de belligérence et respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque Etat de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues à l'abri de menaces ou d'actes de force ».

TIMOR

Propagande

et exactions indonésiennes

Depuis le mois de novembre, des arrestations et des disparitions par centaines ont eu lieu au Timor oriental occupé depuis 1975 par l'Indonésie. Dont celle de Xanama Gusmao, chef du Conseil national de la résistance maubere (CNRM), arrêté près de Dili tôt le matin du 20 novembre. Celui-ci, après avoir été détenu au moins une semaine à Bali, est actuellement détenu à Jakarta (Indonésie) et a été maintenu au moins 17 jours au secret. Les autorités indonésiennes ont diffusé le 1^{er} décembre des « interviews » de Xanama en état de choc (sous l'effet de la drogue, de pressions psychologiques ou de la torture) dans lesquelles il déclare notamment avoir « réalisé que Timor fait partie de l'Indonésie ». Il devrait passer en procès pour « subversion » d'ici deux mois et risque la réclusion à perpétuité voire la peine de mort.

Des centaines d'autres personnes ont également été arrêtées et d'autres ont disparu. Les cas de torture particulièrement brutale seraient nombreux. Ainsi, au moins un détenu, Jorge Manuel Araujo Serrano, aurait été torturé à mort. Des cas de viols de jeunes filles par des soldats devant leur famille ont été rapportés.

Parallèlement à ces exactions, la propagande indonésienne bat son plein. Le 3 décembre, les autorités ont « offert le pardon aux rebelles timorais » qui se rendraient. Ce grand classique depuis 1975 a déjà valu la mort à des milliers de Timorais et de Timoraises qui y avaient répondu. Les groupes de résistants timorais Futuri et Ojetil ont été interdits et leurs dirigeants contraints de se repentir publiquement. Les groupes Renetil et UJTL sont également menacés. Selon l'armée d'occupation, jusqu'à 1 000 membres de groupes clandestins se sont « rendus » depuis la capture de leur leader. La presse indonésienne, aux ordres, fait état de nombreux rassemblements de masse de Timorais dénonçant Xanama Gusmao, apparemment totalement orchestrés par l'armée, et de « dissolutions » spontanées de groupes de résistance.

Tout ceci intervient au moment où des négociations entre l'Indonésie et le Portugal (ex-colonisateur) avec la participation de représentants Timorais, dont Xanama Gusmao, devaient avoir lieu dans le cadre de l'ONU. Le 2^e round de ces discussions s'est toutefois tenu à New York le 17 décembre et n'a débouché sur rien, les deux pays restant intransigeants. D'autre part, lors de sa visite à Jakarta le 4 décembre 1992, Dominique Strauss-Kahn, ministre français du Commerce et de l'Industrie a déclaré que le groupe des 7 pays les plus industrialisés (G7) envisageait d'inviter l'Indonésie au prochain sommet de Tokyo, les 7 et 9 juillet 1993, en sa qualité de président des non alignés. Jakarta pouvait-elle rêver plus belle caution internationale ? Le 18 décembre, Tokyo indiquait qu'une telle invitation risquait de poser problème car l'Australie désirait également être présente. La question reste donc en suspens.

B.D.

(Informations transmises par « Agir pour Timor »)

LIEU DE VIE LE CORAL

Je parlerai encore du politique...

Nous vous livrons l'intervention faite par Claude Sigala lors des Journées Internationales d'Études, qui se sont déroulées les 15 et 16 janvier 1993 à Paris, sous la présidence du ministère de la Santé et de l'Action humanitaire.

NOUS ALLONS vers les 20 ans de notre histoire. Tout a été dit et redit sur les lieux de vie, les lieux d'accueil, les alternatives, l'agrément, les contrats et le reste.

Notre langage est entré dans les mœurs institutionnelles : « lieu de vie », « cas par cas », « vivre avec », « transition ».

Nous avons eu, comme dans toutes les histoires, des grands moments de bonheur et des tragédies.

Il ne manque plus d'entrer dans le dictionnaire, ce qui ne saurait tarder !

Si nous revendiquons plus que jamais ce terme prétentieux de « lieu de vie », c'est qu'il s'agit tout bêtement de vie, donc de risque, de créativité et de mort.

Nous savons clairement que nous sommes de passage, de transition, et comme tout être vivant nous sommes, en ce sens, responsables. Être responsable signifie aussi avoir du pouvoir et pouvoir l'exercer.

Tant que nous serons obligés de fabriquer des institutions, des lieux de vie, des prisons, pour protéger-enfermer ceux que nous nommons « handicapés-inadaptés », la démocratie ne sera pas totale.

Protéger-enfermer

Utopie ? Certes, mais des psychiatres et des magistrats l'ont compris qui refusent de plus en plus la chronicité ou l'enfermement et qui poussent la société, donc les citoyens, à imaginer de nouvelles solutions.

Une fois de plus, comme je le répète depuis 20 ans, nous sommes dans la politique, et nous revendiquons une place dans la société (et non à côté), que nous soyons handicapés physiques, handicapés mentaux ou handicapés sociaux.

S'agit-il, à l'aube de l'an 2000, encore d'un rêve ?

Tant que la masse des individus ne sera pas capable de partager un minimum de vie avec la souffrance et la différence de l'Autre, nous serons obligés d'élever des murs toujours plus hauts. Et plus les murs sont hauts, plus la démocratie est malade.

En clair, il est dangereux que les nouveaux lieux de vie agréés et intégrés dans le milieu institutionnel ne soient pas associés au fondement social.

LE CORAL
30470 Aimargues
Tél. : 66.88.00.12

Claude Sigala
(Le Coral)

Il est imprudent de laisser le sort des handicapés aux spécialistes et techniciens de toute espèce, car ceux-ci ont aussi pour inquiétude leur fief spécifique et non comme priorité l'appartenance sociale (donc politique) de l'handicapé.

D'ailleurs, ceux qui sont sous tutelle ou curatelle renforcée sont privés du droit de vote, comme ils sont privés quoiqu'on en pense, du droit de circulation et même du droit d'expression !

Se bouger...

C'est une des raisons pour laquelle certains ont décidé de se taire définitivement ou de se faire enfermer régulièrement dans diverses institutions.

Nous devons arrêter de faire plaisir à tel gouvernement, à tels professionnels, à telles familles et laisser fabriquer des lieux de sécurité, des lieux spécialisés afin que la multitude normalisée, bien portante et bien pensante ne soit pas dérangée dans ses us et coutumes !

Il y a une fois de plus urgence de se bouger un peu, beaucoup, passionnément pour faire une place à tous les « pestiférés » que nous continuons à cacher et qui suscitent toujours apitoiement, charité et pitié.

La compassion n'est pas une vertu politique et nous sommes dans ce même combat depuis 20 ans.

Si aujourd'hui les lieux de vie sont entrés dans les mœurs, nous n'oublions pas que tout est encore à faire et à refaire, dans le « présent perpétuel » parce que la Révolution sociale n'a pas encore eu lieu et qu'il faut se battre encore et tous les jours comme dans toute histoire de liberté et d'amour.

La liberté (c'est-à-dire le fait que tout homme a un pouvoir et le pouvoir de l'agir) n'est jamais acquise.

N'est acquise que notre mort (comme nos handicaps) ; le reste est à vivre, donc à créer.

Je veux dire qu'il est encore à créer une société où tout individu sans exclusive et sans exclusion a un rôle politique à agir.

Le lieu-de-vie que j'ai fabriqué avec ma tête, avec mes mains, avec ma femme, avec mes enfants, avec mes amis, avec tous les handicapés n'a de sens que dans ce rôle : celui d'un lieu ouvert, actif et transitionnel dans le champ social, totalement accepté, totalement impliqué.

Associations

PROJECTION DE « UN AUTRE FUTUR » AU MANS (RAPPEL)

Sarthe Libertaire (qui regroupe la Fédération anarchiste, la CNT et des individuel[le]s) organise une séance de cinéma sur l'Espagne 36 avec *Un Autre futur*, le vendredi 22 janvier à 20 h 30 au Ciné Poche, 97 Grand'rue, au Mans.

INFORMATION-DÉBAT SUR LE NUCLÉAIRE A CORBEIL-ESSONNE AVEC LA CNT-AIT DE L'ESSONNE (RAPPEL)

L'Union départementale des syndicats CNT-AIT de l'Essonne organise une réunion d'information-débat sur le thème du nucléaire : « Nucléaire, si l'accident arrivait... Responsable, mais pas coupable ? », le samedi 30 janvier à 15 h, au Pavillon bleu des associations, parc Chantemerle (à côté du Continent), à Corbeil-Essonne.

Cette réunion sera animée par M. et Mme Belbeoch, physiciens, et par des membres des associations suivantes : Comité Stop-Nogent et l'Association contre le nucléaire et son monde. Plusieurs questions seront soulevées dans ce débat : l'accident majeur est-il possible en France ? ; le point sur Tchernobyl ; les faibles doses, quels dangers ? ; combien de vies

humaines sommes-nous prêts à sacrifier au nom de la logique nucléaire ?

PREMIÈRE REUNION PUBLIQUE AU SUJET DE L'AGRESSION PUBLICITAIRE (RAPPEL)

A l'initiative du *Publiphobe* et de la Résistance à l'agression publicitaire (RAP), une première réunion publique au sujet de la publicité, sous forme d'une journée de débats, se déroulera le samedi 30 janvier de 10 h à 18 h à l'AGECA, 177, rue de Charonne (M^o Alexandre-Dumas ou Charonne), 75011 Paris. Pour plus de renseignements, téléphonez au 46.03.59.92.

REUNION-DÉBAT SUR « L'AVENIR DU SYNDICALISME »

Démocratie, action, unité, revendications... « L'Avenir du syndicalisme »... Tout un programme à l'occasion de la réunion-débat qui doit se dérouler le mardi 2 février de 18 h à 20 h à l'AGECA, 177, rue de Charonne (M^o Alexandre-Dumas ou Charonne), 75011 Paris. Ce débat verra la participation de militants et responsables CGT, CFDT, SNES et des syndicats des CLU issus de la FEN, SNUJ, SUD et CRC.

Cette réunion est organisée à l'initiative de la revue *Collectif*, BP 74, 75020 Paris cedex.

Nouvelles du front

OBJECTEURS EN GRÈVE

Le Mouvement des objecteurs de conscience (MOC), auquel s'affilie le Syndicat d'objecteurs de conscience (SOC), appelle à une grève de six jours du 19 au 26 février 1993. Le but de cette action est avant tout de mettre en contradiction quelques points du statut.

Le premier point soulevé est l'interdiction pour tous les objecteurs de ne pouvoir s'exprimer et s'organiser dans le cadre de leur service. Tous les objecteurs se trouvent être, avec le statut actuel, des militaires sans arme. Finalement, l'objection de conscience est souvent résumée par

les différents Etats et par les organisations dans la mouvance antimilitariste comme un simple refus de porter les armes. On oublie toutes sortes de raisons, comme le refus du concept de nation, le refus d'une quelconque autorité ou hiérarchie... Les autres points sont la revendication de l'égalité de temps entre le service civil et le service militaire, le droit au statut d'objecteur à tous moments.

Il est évident, comme le signalait le congrès de la Fédération anarchiste de 1990, qu'un des buts de notre combat antimilitariste est l'abolition pure et simple de la conscription.

Que l'objection de conscience reste un palliatif car dans le fond nous ne reconnaissons aucun droit aux divers Etats, et encore moins celui de pouvoir utiliser un individu pendant un temps donné comme il l'entend. Mais ce mouvement est néanmoins intéressant. A signaler que dans les quatre principaux points soulevés par ce mouvement, le dernier est un soutien à l'ensemble des réfractaires à l'armée.

MOC, 24, rue Crémieux, 75012 Paris.
SOC c/o ADOC, 4, rue d'Arcole, 72000 Le Mans.

Régis Balry (gr. FA du Mans)

Le dessin de la semaine



LES ARCANES DU POUVOIR MITTERRANDIEN

« La Part d'ombre » Edwy Plenel - éd. Stock

D ISONS LE TOUT NET, l'élection de François Mitterrand en 1981 et l'arrivée de ce qui s'appelait encore la gauche au pouvoir ont suscité chez beaucoup (libertaires compris) un certain espoir.

Bien évidemment, au fil du temps, les occasions de sourire de ceux qui ont peu à peu découvert qu'ils s'étaient fait gruger n'ont pas manqué pour tous ceux dont nous sommes qui avions annoncé la couleur dès le départ. Et même avant. Mais enfin, qui ne s'est jamais trompé et qui peut se targuer de ne se tromper jamais !

Aujourd'hui les choses ont changé du tout au tout, car c'est désormais par pleins charters que les rats quittent le navire en perdition en essayant de nous faire le coup du couillon qui découvre l'Amérique 500 ans après Christophe Colomb. Et là, c'est peu dire que l'on n'a pas du tout envie de sourire !

Edwy Plenel, en effet, n'est pas le premier couillon venu. Il a milité à la Ligue communiste révolutionnaire. Il a mené (et fort courageusement) pour le journal *Le Monde* un certain nombre d'enquêtes « explosives » (à propos du Rainbow

Warrior notamment). Et on ne nous fera jamais croire que c'est seulement au bout de onze ans qu'il découvre (après l'avoir soutenu) à quel point le système mitterrando-socialiste ou socialo-mitterrandien est gangrené, foireux et ripou. Faudrait quand même pas charrier !

Dans ces conditions, il va sans dire et encore mieux en le disant qu'une sérieuse ombre d'opportunisme plane sur ce livre qui, par ailleurs, constitue un réquisitoire de tout premier ordre contre la logique du pouvoir, le pauvre hère qui l'a exercé et l'exerce encore, et les hordes innombrables de sbires, de valets et de courtisans qui n'ont eu de cesse d'anticiper les *desiderata* du prince. Et c'est dommage ! car rarement comme dans ce livre écrit d'une plume alerte et non dénuée d'un certain talent, François Mitterrand, son parti lige et ses supporters de toujours ou de circonstance n'ont autant été mis à mal et à poil.

L'affaire des Irlandais de Vincennes, le règne de la police de l'ombre, les bouffonneries d'une magistrature couchée et d'un Kiejman pitoyablement en avance sur les ordres (à propos du livre de

Daniel Bensaïd sur la révolution française), les renvois d'ascenseurs de Tonton à ceux qui, comme Pelat, lui payaient sa secrétaire avant 1981 ou qui, comme Bousquet, lui rendirent un certain nombre de petits services pendant et après l'occupation et la collaboration, les affaires en tous genres et leur logique maffieuse... tout cela et bien d'autres choses encore nous est en effet exposé d'une manière exemplaire. Documentée. Sans emphase. Et avec juste d'émotion pour... !

On l'aura donc compris, ce livre est à lire pour quiconque aurait encore des doutes sur le réformisme à la mode socialiste et son dernier jockey en date comme pour tous ceux qui ne se sont jamais fait d'illusion sur l'arnaque de la dernière décennie car on s'aperçoit que c'était et c'est encore pire que ce que l'on croyait.

Reste qu'on peut et qu'on doit se demander pourquoi Edwy Plenel ne l'a pas écrit plus tôt.

Désolé, donc, camarade Plenel, mais n'est pas Albert Londres qui veut !

Jean-Marc Raynaud

N. B. : Edwy Plenel, *La Part d'ombre*, éditions Stock. Prix : 130 F.

Ciné sélection

« Je suis belle, ô mortel ! Comme un rêve de pierre... »

« Parti de rien, je suis arrivé nulle part »

Groucho Marx

Lorsqu'un petit homme grandit, une traversée de l'océan s'impose. Que l'on soit un aventurier avide de gloire et d'argent comme Christophe Colomb ou un cinéaste européen comme Emir Kusturica. Après *Te souviens-tu de Dolly Bell ?* en 1981, après *Papa est en voyage d'affaires* en 1985 et après *Le temps des gitans* en 1989, 1993 sera pour ce Bosniaque l'année d'*Arizona Dream*. Pour ce rêve désertique, il a choisi de jouer dans la cour des grands : pour le cinéma, bien sûr, c'est l'Amérique. Le regard de cinéastes européens sur ce continent est toujours intéressant, enrichissant. Une autre Amérique se dessine. Que ce soit pour Renoir, Antonioni, Demy, Malle, Wenders ou Kaurismäki, à chaque film l'amère patrie révèle des secrets que la propagande de type « Mickey » refoule. Une réalité nue. *Arizona Dream* n'échappe point à ce douloureux mais, ô combien, instructif constat. Le rêve américain s'est brisé, vidé de sens : la marchandise mène droit à l'aliénation !

Pourtant, *Arizona Dream* n'est pas un film méchant. Mais la noire lucidité froide de Kusturica montre à qui veut le comprendre l'irréalité d'une société qui flotte tel son dieu dollar sur le fleuve d'une vie sans but. Dans ce jeu truqué, l'individu se soumet, se résigne ou cherche sa solution. Axel (Johnny Depp) s'y essaie. Ses refuges sont ses rêves. Il ne vit pas, il rêve. Rêves de banquises, de ballon rouge ou de poisson plat volant. La banquise, celle de Nanook, l'esquimau, ouvrira et fermera le film. Le ballon rouge sera le témoin narratif, et le flétan, un bizarre poisson plat au regard muet, le symbole d'un hypothétique envol : celui du héros, mais aussi de l'Amérique. Le rêveur enfantin ne veut pas grandir et serait un bon sujet, car symbole de toute une société, pour n'importe quel charlatan de Vienne (un jour un certain Sigmund F.), mais Emir Kusturica aime trop ses personnages pour s'embarquer dans un marais aussi glauque. Il pousse la logique du vide existentiel jusqu'au bout. En effet, sous une absurde

logique digne des frères Marx, ses héros ne croient plus au rêve américain. L'une, la mère (Faye Dunaway) joue de son corps qui ne veut que voler, du temps mais aussi, au sens propre, comme l'arc. L'autre (Vincent Gallo, remarquable découverte) s'installe dans le mythe narcissique d'un Hollywood mort. Quant à la troisième (Lilli Taylor), elle a tout compris, et son suicide ne sera qu'une formalité évidente sous un orage effrayant. Dans cette bande d'enfants faux, Axel s'essayera à vivre des passions, mais l'oncle Sweetie veille à mettre un neveu rêveur à la tête de son affaire : la vente de Cadillac, autre symbole américain. Ce personnage est pathétique et splendide. Son vieux projet est de posséder une montagne de ces voitures pour atteindre la lune. Il est magistralement interprété par le seul grand cinéaste américain des années 60 : Jerry Lewis. Et la splendeur se noie dans l'émotion. Kusturica filme ce dinosaure avec un plaisir extrême que le spectateur partage. Mais nous vient à l'esprit que Jerry Lewis n'a plus tourné depuis de longues années, tant son génie est incompris et gênant. Chacun de ses films avait, sous le rire dévastateur, autopsié l'absurdité de la prude Amérique.

Cette terre de cinéma n'est plus qu'un vaste réseau câblé ; Hollywood n'est plus qu'un réservoir à cassettes vidéos ou à une nostalgie dérisoire. Cependant, l'Amérique du « cinéma » d'aujourd'hui a rattrapé Emir Kusturica dans son domaine privilégié : la technologie et ses sirènes toutes heidegériennes. De fait, l'aspect branché-clipé des images peut gêner ; mais dès que l'agacement pointe, le cinéaste bosniaque garde de solides atouts : de l'émotion souvent surprenante et de l'humour à revendre. Le jeu des acteurs et leur excellente direction amplifient ces qualités.

Alors *Arizona Dream*, un bon film ? Peut-être, à condition de n'avoir jamais les deux yeux du même côté. Au fait, quelle est la différence entre une pomme et une bicyclette ? (1)

Salim
de « Fondu au noir »

(1) La réponse est dans le film.
N.B. : le titre est extrait de *La Beauté* de Charles Baudelaire.

Dans le cadre de « Rencontres & Chansons »
l'association Contre-Courants
organise

le samedi 6 février à 21 h

au théâtre Jean-Vilar

à Bourgoin-Jallieu (Isère)

un concert avec Jean-Louis Blaie,
Elisabeth & Guimou de la Tronche.

Entrée : 70 F & 90 F.

ZIQUE

« Pogo avec les loups »

« Ils ont cassé le calumet de la paix et ont trempé leurs doigts dans les peintures rouge et noire, ils s'en sont enduit le corps et le visage, puis ils ont déterré la hache de guerre pour que jamais on n'oublie que depuis cinq cents ans, le rêve américain, c'est le cauchemar des Indiens. Puis, ils ont allumé un grand feu et ont dansé autour le Pogo avec les loups... »

On a faim !-Label célèbre à sa façon la découverte de Christophe Colomb par les Indiens ! Pas moins de dix-huit groupes se sont unis sur cette compilation pour rendre hommage à la résistance indienne et noire d'hier et d'aujourd'hui contre la « civilisation » américaine. Guitares, tambours, saxos résonnent pour apporter la fausse note indispensable à cette commémoration de 500 ans de domination, d'exploitation, de discrimination raciale et d'aliénation culturelle ! Agen 86

(Etats-Unis), les Have-Nots, Kochise (à qui revient l'idée de cette compilation), Undolor, Negu Gorriak (Euskadi), Rythm Collision (Etats-Unis), Moss Icon (Etats-Unis), Mister Moonlight, Anrhefn (Pays de Galles), Les Séminoles, Ludwig Von 88, Bloody Muesli, Légitime Défoncé, Acme (Espagne), Raymonde et les Blancs-Becs, King Biscuit Entertainers, Rhythm Activism (Québec), Les Tambours Yeah et les P'tits Fiers vous invitent à danser ce Pogo avec les loups !

Aujourd'hui, les communautés indiennes s'organisent à l'échelle du continent américain et nous, qui désirons d'autres futurs, sommes solidaires... Cette compilation veut l'affirmer !

Gil

N.B. : CD (110 F) et cassette (75 F) sont en vente à la librairie du Monde Libertaire.

« Mots & Musiques »
Radio Libertaire et
le théâtre de la Mainate

présentent

MARC ROBINE

et le groupe

LONG COURRIER

du 21 au 25 janvier

jeudi, vendredi, samedi

et lundi à 20 h 30,

le dimanche à 18 h 30.

Théâtre de la Mainate

36, rue Bichat,

75010 Paris.

Tél. : 42.08.83.33.

Réservations au 43.84.70.04.

Prix des places :

50 F & 70 F.

« Mots & Musiques »,

et

Les Trottoirs de Buenos-Aires

présentent

MARIE-JOSÉE VILAR

(au piano : Zool Fleischer)

le mardi 9 février à 20 h 30

Les Trottoirs de Buenos-Aires,

37, rue des Lombards,

75001 Paris.

Tél. : 40.26.28.58.

Réservations au 43.84.70.04.

Prix des places :

80 F & 100 F.

RADIO LIBERTAIRE (89.4 FM)
SÉLECTION DE LA SEMAINE

• « Au Café », samedi 23 janvier, 19 h 30 - 21 h : l'émission, animée par des membres du groupe Florès-Magón, sera sur le thème « Médias et pouvoir », et aura pour invités les journalistes Edwy Plenel (*le Monde*) et Françoise Berger (*Libération*).

• « Blues en liberté », mercredi 27 janvier, 10 h 30 - 12 h : Otis Spann, pianiste de Muddy Waters.

RENDEZ-VOUS

BORDEAUX
Le groupe Emma-Goldman et l'Athénée libertaire vous proposent le samedi 23 janvier à 15 h, au 7, rue du Muguet, un débat sur le thème : « Le syndicalisme aujourd'hui : quelles alternatives ? ». Ce débat sera animé par la CNT-PTT, le SUD-PTT et la revue *Alternative syndicaliste*.
En outre, le groupe Emma-Goldman tient une permanence chaque samedi de 15 h à 18 h au 7, rue du Muguet.

CHELLES
Le groupe Sacco-Vanzetti tient une permanence chaque dimanche de 10 h à 12 h au 1 bis, rue Emilie. Tél. : 64.21.43.14.

DIJON
Le GREL (gr FA de Dijon) organise le vendredi 29 janvier à 21 h, en son local du 61, rue Jeannin, une conférence-débat sur le thème suivant : « L'écologie polluée par le pouvoir ». Cette conférence sera animée par Philippe Pelletier.
En outre, le GREL (*la Mistouffe*) tient des permanences au 61, rue Jeannin (tél. : 80.66.81.49), le mardi et vendredi à partir de 21 h et le samedi de 15 h à 18 h.

PARUTIONS

CARTES POSTALES
Le groupe La Vache Folle met en vente une série de six nouvelles cartes postales, qui sont autant de regards d'artistes (François Bhavsar, Julien Blaine, Jean Dassoival, Albert Lemant, Daniel Livartowski et Bernard Leijla)... qui viennent s'ajouter aux précédentes œuvres de Denis Pouppeville et Laurent Zunino et aux photos de Geneviève Beauzé et Jean-Luc Luyssen déjà en vente.
Achetez ces cartes postales au prix de 2 F l'unité (chèque à l'ordre de Publico ou de « DCC ») à la librairie du Monde Libertaire ou par correspondance à « DCC », BP 12, 13671 Aubagne cedex.

PRESSE
Le n° 95 (janvier 1993) de *Contre vents et marées*, journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes, est paru. Il coûte 5 F (abonnement pour 10 numéros : 50 F ; chèque à libeller à l'ordre de « Contre-courants »). Pour toute commande, écrivez à « Contre-courants », La Ladrrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche. En vente également à la librairie du Monde Libertaire.

BULLETTIN
Le groupe Sacco-Vanzetti de Chelles édite *la Lettre*, feuille à l'intention de ses sympathisants. Les personnes désireuses de prendre connaissance du n° 4 peuvent le faire en s'adressant au GRELE, 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles (pensez à joindre un timbre à 2 F 50 à votre demande).

CARTE POSTALE (SOUTIEN ML)
Le groupe Région-toulonnaise a réédité en soutien au Monde Libertaire la carte postale « Deux enfants s'embrassant + A cercle » (noir et rouge). Les 30 exemplaires (minimum) : 50 F ; les 50 ex. : 85 F et les 100 ex. : 140 F (port compris). Chèque à l'ordre du CECL. A commander au CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

BULLETTIN
Le Réseau pour l'abolition de la télévision vient de publier le n° 9 de son bulletin *Brisons nos chaînes*. Celui-ci est en vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 5 F. Pour vous abonner à cinq numéros, envoyez 40 francs en timbres au RAT, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

COURT MÉTRAGE (3)

La guerre du label et la réforme promise

« La poésie est indispensable, encore que je ne sache pas à quoi... » (Apollinaire).
Resnais souhaitait qu'on puisse en dire autant du court métrage. Le Groupe des Trente élaborait son manifeste de sauvegarde, c'était en 1954... (1)

PARADOXEALEMENT, si les années 50 peuvent faire figure d'âge d'or du court métrage, le ver est déjà dans le fruit. Favorisé par l'abandon du double programme dans les années 40, le court métrage se revendique comme genre spécifique, et produit ses plus beaux fleurons. Mais l'euphorie est de courte durée. Dès 1953, les exploitants ne sont plus obligés de passer les courts métrages distribués avec « le grand film » : sacrifier le « complément de programme » à la publicité ou à une séance supplémentaire, c'est tentant. Autre ennemi : la publicité déguisée. Les commanditaires produisent directement les courts métrages promotionnels. Le Centre national du cinéma instaure alors le système du 1% supplémentaire sur les recettes versé au producteur de longs métrages s'il achète un court métrage labellisé par le CNC, mais rien n'est prévu pour assurer son passage effectif en salle. Le label (2) permettra toutefois d'exclure les films publicitaires. Las, ce « mécanisme d'incitation à la diffusion » n'incite manifestement plus personne à diffuser. Les premiers intéressés, les producteurs de films d'auteur, font peu de recettes : le 1% supplémentaire couvre à peine ou pas du tout les frais d'achat du court métrage : le producteur de *L'Œuvre au noir* a touché 203 F contre un investissement de 20 000 F. Quant aux autres, ils le méprisent

« Le producteur de courts métrages et les équipes, la plupart du temps en participation (mot poli pour dire bénévolat) ne touchent rien sur ces sommes. »

ouvertement. Pourtant, des films achetés entre 15 000 F et 30 000 F ont rapporté 1,4 million pour *La Gloire de mon père*, 1,5 million pour *Le Grand Bleu*, 1,6 million pour *L'Ours* (3), ce qui n'a pas pour autant incité son distributeur à tirer les copies. Le producteur de courts métrages et les équipes, la plupart du temps en participation (mot poli pour dire bénévolat) ne touchent rien sur ces sommes. La Société des réalisateurs de films (SRF) soulignait récemment qu'« aucun réalisateur ne peut s'intéresser longtemps au court métrage, car il ne peut espérer en vivre ». Compte tenu de la réforme des ASSÉDIC-spectacle, on peut craindre l'asphyxie de tout un secteur de recherche.

De ces amers constats naît la révolte des indépendants, exploitants, distributeurs et réalisateurs. Les petits exploitants s'insurgent : ils seraient prêts à passer les copies, mais

n'arrivent pas à les obtenir (surtout en province). En 1990, au congrès de Perpignan, le président de la Fédération nationale des exploitants (FNE) déclare publiquement que les exploitants seraient prêts à passer les courts métrages à condition de ne pas avoir à les payer ni à supporter les frais de tirage de copies.

« Pas question qu'on leur enlève le 1%... sinon, plus de courts métrages en salles ! Voilà tout le monde d'accord pour le coup. »

Le rapport Vichniac, commandé par le CNC, préconise une réforme apparemment frappée au coin du bon sens : pourquoi ne pas récupérer ce fameux 1% et l'utiliser autrement ? On supprimerait également le label, très controversé par une profession qui accepte mal cette arme à double tranchant : de la protection du film d'auteur à la censure il peut n'y avoir qu'un pas. La diffusion des courts métrages serait confiée à une agence subventionnée par l'Etat. Le rapport conseille de se servir de l'agence du court métrage... subventionnée par le CNC, elle gère déjà le Réseau alternatif de diffusion (RAD), la vente au câble, la location aux circuits de distribution non commerciaux, prépare souvent les projections de sélection des festivals. L'agence du court métrage soutient le projet, et y va de ses propres propositions. Les exploitants de salle, et non plus les producteurs, choisiraient les films qu'ils affirment être prêts à passer. L'agence deviendrait agence de distribution à part entière. Elle présenterait les films aux exploitants, contrôlerait leur diffusion, assurerait leur promotion et le tirage des copies, désormais directement financés par le CNC, négocierait les droits d'auteur. Oui ! Les films seraient achetés, enfin, à un prix décent ! Toujours grâce au fameux 1%. Ce programme est loin de faire l'unanimité parmi les réalisateurs. D'aucuns craignent de voir le secteur du court métrage, secteur de création libre par essence, devenir un secteur institutionnalisé, placé sous le contrôle direct de l'Etat. Hors de l'agence, point de salut ! Qui achèterait un film sans bénéficier de l'aide au tirage de copie ? L'agence ne refusera-t-elle pas un jour de distribuer certains films ? Sur quels critères retiendra-t-elle les films qu'elle présentera aux exploitants ? Le label officiel renaîtra-t-il de ses cendres pour se métamorphoser en label officieux ? L'agence se défend d'être décisionnaire : les exploitants feront leur propre

sélection. Très bien. Visionneront-ils les 400 films tournés chaque année ? Personne ne le croit, pas même eux. Ils choisiront sur catalogue... Admettons. Autre reproche : le projet ne concerne que les films d'une durée inférieure à 15 minutes. Les moyens métrages sont oubliés, comme d'habitude.

Après bien des avatars, la réforme est proposée. Que croyez-vous qu'il arrivât ? Tollé général : les gros producteurs distributeurs se prennent d'une passion subite pour le court métrage, ce pelé, ce galeux qui dort dans sa boîte. Pas question qu'on leur enlève le 1%... sinon, plus de courts métrages en salles ! Voilà tout le monde d'accord pour le coup.

Nombre de réalisateurs finissent par soutenir la réforme, ce moindre mal. La SRF propose des aménagements : la nouvelle agence ne doit pas avoir le monopole de la vente, chaque réalisateur doit avoir accès au fichier des distributeurs et des exploitants, au listing des films proposés à l'exploitation, doit pouvoir inscrire son film aux projections et assister aux débats qui suivront. Elle demande en outre un comité de pilotage auquel elle participerait. Elle réclame un prix d'achat décent (« Un forfait de 80 000 F est un minimum »).

Quelques unes des autres propositions de la SRF : réforme de l'aide au court métrage ; réserver la prime à la qualité aux films qui n'ont reçu aucune aide avant tournage et l'augmenter (250 000 à 300 000 F). (4)

Le rapport Vichniac suggère en outre qu'une prime soit versée aux producteurs de plus de cinq courts métrages par an, et aux producteurs de longs qui produisent des courts.

La SRF juge « cette proposition porteuse de divisions dans sa formulation actuelle ». Elle préférerait que « ces primes ne soient versées que si elles sont réinvesties dans la production d'un nouveau court métrage, avec une part réservée aux personnes ayant travaillé bénévolement ».

Après moult rebondissements, et nouvelles offensives, le rapport Vichniac atterrit chez Jack Lang, dont on attend la déclaration imminente. La réforme promise tiendra-t-elle compte des aménagements demandés par ceux qui l'ont soutenue ? Les paris sont ouverts.

Michèle Rollin

(1) L'article de Resnais est paru dans la revue de l'Institut des hautes études cinématographiques (IDHEC). Resnais est signataire du manifeste, élaboré à l'initiative de Franju.

(2) Le label permet aussi de concourir à la prime à la qualité.

(3) En chiffres ronds.

(4) Le rapport Vichniac étudie d'autre part les aides audiovisuelles (COSIP) et propose un fonds commun cinéma-télévision. La SRF demande qu'il s'ajoute aux autres mécanismes déjà existants, mais qu'il ne les supprime pas.
A consulter : *La Défense du court métrage*, François Porcile, 1965.

RENDEZ-VOUS

TOURNÉE
« BONAVENTURE » EN RHÔNE-ALPES, AUVERGNE, LIMOUSIN ET PICARDIE

Thyde Rosell, animatrice du projet scolaire « Bonaventure » d'Oléron fait une tournée de conférences-débats sur le thème : « L'Education libertaire aujourd'hui ! / "Bonaventure", une école libertaire, pourquoi, comment ? », après le Sud-Ouest et Rhône-Alpes, elle sera présente, en compagnie de Jean-Marc Raynaud (également partie prenante dans le projet), en Auvergne, Limousin et Picardie :

LYON
A l'initiative des groupes FA, vendredi 22 janvier, 20 h 30, Maison des Communications (ex-CEP), 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon.

BOURGOIN-JALLIEU (ISÈRE)
A l'initiative du groupe FA de Bourgoin-Jallieu, samedi 23 janvier, 16 h, 20, rue Seignier.

GRENOBLE
A l'initiative du groupe Jules-Vallès, lundi 25 janvier, 20 h 30, 102, rue d'Alembert.

CLERMONT-FERRAND
A l'initiative du bar associatif La Truie qui doute, mercredi 27 janvier, 21 h, 4, rue Giscard-de-la-Tour-Fondue.

GUÉRET (CREUSE)
A l'initiative de la Fédération anarchiste en Creuse (groupe May-Piquerey et individuel 23), vendredi 29 janvier, 20 h, immeuble de la Providence, salle n° 23, avenue de la Sénatorerie.

MERLIEUX (AISNE)
A l'initiative du groupe Pierre-Kropotkine, le vendredi 12 février, 20 h 30, à l'Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles, 02000 Merlieux (près d'Anizy-le-Château). Renseignements au : 23.80.17.09.

SOMMAIRE

PAGE 1 : La purification ethnique (suite p. 3), Editio : Chasse aux drogués, Bush « protège » les chiiites (suite p. 4).

PAGE 2 : L'extrême droite sur le grill, Infos FA.

PAGE 3 : La purification ethnique (suite de la « une »), Infos FA.

PAGE 4 : Bush « protège » les chiiites (suite de la « une »).

PAGE 5 : De l'assassinat du sergent-chef israélien Nissim Toledano, Timor : propagande et exactions indonésiennes.

PAGE 6 : Je parlerai encore du politique..., Associations, Nouvelles du front, Le dessin de la semaine.

PAGE 7 : « La Part d'ombre d'Edwy Plenel, Ciné sélection : « Je suis belle, ô mortel ! Comme un rêve de pierre... », « Pogo avec les loups », Sélection radio.

PAGE 8 : La guerre du label et la réforme promise, Infos FA.